

## **Réunion du Parti Socialiste à Rennes**

**sur le thème « Priorité à la recherche »**

**avec Jean-Yves Le Déaut, député, secrétaire national de la recherche au PS  
28 novembre 2002**

Pour la CEC : Alban Cornillet, président, Ronan Amicel et Sylvain Collonge (Note : les trois seuls doctorants de l'assistance).

Cette réunion a été programmée à l'occasion de la venue à Rennes de Jean-Yves Le Déaut (secrétaire national du PS, chargé de la recherche). Celui-ci profite de ses déplacements en France pour initier ce genre de réunions à propos de la recherche.

La réunion s'est déroulée au siège de la fédération du PS à Rennes. Une vingtaine de personnes étaient présentes. La réunion s'est déroulée en deux temps : J-Y Le Déaut a présenté sa vision des enjeux qui animent le débat actuel sur la recherche puis un échange avec l'assistance a eu lieu.

J-Y Le Déaut (JYLD) a commencé en évoquant quelques « principes » de la science (principe de « progrès », de précaution) pour en arriver au fait que la science devait avoir une place importante dans une société contemporaine, en rappelant son impact sur les sociétés (construction et transmission des savoirs, création de croissance économique, etc.). Du fait de cet impact, il a noté la nécessaire implication des citoyens (exemple de la première conférence citoyenne en France sur les OGM qu'il a contribué à mettre en place en 1998) et le besoin de sortir de la confrontation entre l'avis des experts d'un côté et celui d'associations « contestataires » de l'autre.

La recherche devrait donc être une priorité dans les pays développés, pourtant ce n'est pas le cas en France, qui se retrouve au niveau européen à la dernière place concernant l'effort de développement du budget consacré à la recherche sur la période 1995-2000.

JYLD a rappelé ensuite quelques particularités du système de recherche français (EPST, universités, grandes écoles...) puis a fait la critique du budget 2003 du nouveau gouvernement. Il dénonce un budget en trompe l'œil, avec pour la première fois une baisse des postes CNRS (137) et INRA (15), et s'interroge sur l'objectif des 3% du PIB consacré à la recherche. Il note qu'il n'existe aucune assurance que la part de financement privé de la recherche (objectif 2/3 pour 1/3 de financement public) augmente et contribue réellement à la prospérité de la recherche française. Concernant l'emploi, il déplore que la politique de recrutement pluriannuel obtenue pour l'université alors que la gauche était au pouvoir ait été annulée. Pour lui, cette politique en dent de scie ne peut que conduire à une démotivation des chercheurs et une perte d'attractivité du système de recherche. Il évoque notamment les problèmes du doctorat (financement, conditions de travail, cf. plus loin).

JYLD a évoqué plus précisément deux points : la décentralisation et l'Europe.

### **Les enjeux de la décentralisation**

La décentralisation telle qu'elle est envisagée par le gouvernement actuel lui semble potentiellement dangereuse à cause de son approche « expérimentale » manquant de contrôle. Certains points nécessitent donc d'être vigilants, et notamment la recherche. Certains aspects peuvent entrer dans le cadre de la décentralisation (tout ce qui concerne les décisions de proximité, accueil des étudiants, diffusion de la culture scientifique, transfert de technologie), mais plusieurs problèmes se posent comme celui de l'entretien des bâtiments (qui serait un moyen pour l'état de se décharger de ce problème) ou plus généralement de la dépendance politique des universités par rapport aux Régions. Si la décentralisation est nécessaire, il est capital de réaffirmer le caractère européen et international de la recherche.

## **L'Europe et le 6<sup>e</sup> PCRDT**

6<sup>e</sup> PCRDT : 11.3 milliards d'euros soit 5% de la somme des budgets nationaux de recherche. Pour JYLD, ce chiffre montre qu'il n'y a pas encore de vraie politique européenne de la recherche, alors qu'il y a un réel enjeu de construction d'une « Europe de la connaissance ». Il souligne la part très faible (2%) consacrée aux « sciences économiques et sociales » (contre 32,1% consacrés aux NTIC). Parmi les obstacles à surmonter, il note le danger de faire perdurer des fractures (est/ouest en Europe, tout comme une fracture nord/sud au niveau mondial). L'espace européen de la recherche doit être solidaire. Il faut aider les « jeunes équipes » à entrer dans les réseaux d'excellence. Il déplore la baisse de l'accueil des étudiants étrangers (surtout en 1<sup>e</sup> et 2<sup>nd</sup> cycles). Il propose que la future Constitution européenne inclue la création d'un espace européen de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et de la communication.

Pour conclure, JYLD annonce qu'il compte faire une proposition pour le congrès du PS sur les enjeux de la recherche.

### **Interventions**

Plusieurs questions sont soulevées lors des interventions, notamment sur les questions de financements européens dont le contrôle est peu rigoureux et des risques de désengagement des financements nationaux. La question de l'harmonisation des diplômes au niveau européen est également abordée.

Concernant plus particulièrement la formation doctorale, JYLD fait un bilan très juste de la situation avant même notre intervention ☺. Il rappelle donc quelques points essentiels sur le financement correct des doctorants, sur la protection sociale, sur l'application de la charte des thèses, sur le rôle de suivi des écoles doctorales, sur l'allègement et la transparence nécessaires des procédures de recrutement dans l'enseignement supérieur et la recherche. Il rappelle son attachement à un recrutement « jeune » même si l'apport scientifique du post-doctorat lui semble important. Il enchaîne sur un petit mot pour le « monitorat généralisé » (mais le « couplage » avec l'allocation de recherche n'est plus évoqué ☺), qui permet aux doctorants de diversifier leurs compétences (enseignement, missions en entreprise). Il se prononce également pour l'ouverture des grands corps d'État au diplôme de docteur, pour un allègement des services des jeunes maîtres de conférence. Bref, l'essentiel du discours CECien...

Notre intervention a donc simplement consisté à préciser certains points précis, comme le renforcement de la charte des thèses en y introduisant des aspects contraignants (sur la prime d'encadrement doctoral par exemple), ou encore l'indexation de l'allocation de recherche sur le coût de la vie. Nous avons aussi ajouté un point sur la représentation des doctorants dans les différentes instances (on était en pleine campagne CNESER ;-).

La réunion s'est ensuite terminée par un pot et nous avons fait la fermeture du siège du PS avec un professeur en sociologie de Rennes 2, qui faisait quelques difficultés à reconnaître que les doctorants ne sont plus des étudiants ;-)